16 septembre 2013

Chers ministres du Commerce,

Nous, organisations soussignées de la société civile, représentant des millions de membres à travers le monde, vous écrivons pour exprimer notre ferme opposition aux négociations d’un Accord sur le commerce de services (ACS) plurilatéral.

* Aux pays membres du bloc des « Vrais bons amis [des services] (VBA) »qui participent aux négociations – Australie, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Hong Kong, Islande, Israël, Japon, Mexique, Nouvelle Zélande, Norvège, Panama, Pakistan, Pérou, Corée du sud, Suisse, Taiwan, Turquie, Etats-Unis et les 28 membres de l’Union européenne – nous demandons d’abandonner les négociations.
* Quant aux pays qui ne participent pasactuellement aux négociations, nous vous exhortons à enregistrer votre vive opposition et à vous engager à ne jamais joindre tout ACS potentiel à l’avenir.

Les négociations de l’ACS suivent en bonne partie l’agenda corporatiste qui consiste à utiliser des accords « commerciaux » pour consolider une dérégulation et libéralisation extrême,qui garantit plus de profits aux entreprises aux dépends des travailleurs, des paysans, des consommateurs et de l’environnement. L’accord proposé est le résultat immédiat du plaidoyer systématique des entreprises transnationales dans les secteurs des banques, de l’énergie, des assurances, des télécommunications, du transport, de l’eau et d’autres services, par l’intermédiaire de groupes de pression tels que la Coalition des industries de services des Etats-Unis (USCI) et le Forum européen des services (FES). En dépit de plusieurs crises financières, économiques, sociales et environnementales, les règles sur les services proposées pour l’ACS répliquent et dépassent largement les même règles qui ont contribué à ces crises. Ces règles, contenues dans l’Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l’Organisation mondiale du commerce (OMC) et les accords de libre-échange (ALE), « disciplinent » les mesures gouvernementales et limitent l’espace politique pour la règlementation.

La dérèglementation du secteur financier et du capital, encouragée en partie par l’Accord général sur le commerce des services (AGCS) et les ALE des années 1990, a conduit à la récente crise financière globale et à la vague mondiale de récessions qui s’en est suivie. Le fait que des millions de personnes continuent à souffrir du chômage et des mesures d’austérité nous rappelle que la re-réglementation du secteur financier est cruciale pour reconstruire la stabilité et éviter d’autres crises financières et économiques.

Une forte régulation et contrôle des services fournis par le secteur public et privé est cruciale pour la démocratie, l’intérêt public et le développement et pour le fonctionnement ordonné des marchés des services. Nous craignons que ces valeurs et objectifs soient mis sérieusement en péril par l’ACS proposé.

*La démocratie* s’érode lorsque les décisions dans des secteurs importants – comme les services financiers (y compris les banques, le commerce des valeurs et de titres, la comptabilité et les assurances), l’énergie, l’éducation, les soins de santé, le commerce de détail, le fret naval, les télécommunications, les services juridiques, le transport et le tourisme - sont éloignés de ceux qui vivent avec ces résultats. Des régulateurs domestiques et des comités de surveillance doivent déterminer les politiques domestiques sur ces sujets et non des négociateurs « commerciaux » qui ont fait preuve d’un fort penchant à entraver les réglementations et à donner la priorité aux profits corporatistes aux dépends de l’intérêt public.

Nous condamnons fermement le caractère secret des négociations de l’ACS, où les citoyens, les parlementaires, les syndicats, les agences de réglementation, les utilisateurs de services et autres parties intéressées ont un accès limité ou nul à ceux qui fixent les mandats de négociation, aux négociations, aux documents de négociation, alors que les multinationales fixent l’agenda et ont facilement accès aux négociations et aux documents. Nous insistons sur le fait que, dans des négociations comme celles de l’ACS proposé, les textes de négociation doivent être publiés et des contributions sollicitées régulièrement de la part des agences de réglementation, des fournisseurs et utilisateurs des services publics, des parlementaires, des fonctionnaires étatiques et locaux et des organisations de la société civile. Les parlements et les législateurs doivent fixer des termes contraignants pour ces négociations, qui ne doivent pas devenir effectives sans un vote complet des élus.

L’ACS proposé est un assaut aux intérêts publics et il ne garantir pas que les investissements étrangers dans les secteurs des services promeuvent véritablement les objectifs publics et des économies durables. Nous sommes particulièrement inquiets de l’érosion additionnelle de services essentiels comme la santé et les assurances, la fourniture d’eau et d’énergie, la distribution postale, l’éducation, les transports publics, les services sanitaires et autres s’ils sont transférés à des multinationales privées et étrangères, motivées uniquement par les profits et s’ils sont accessibles seulement aux personnes qui peuvent payer les prix du marché. Ces services essentiels – y compris ceux qui sont opérés par un mélange public/privé, sont en compétition avec des fournisseurs privés ou sont payants – ne devraient pas faire l’objet de négociations commerciales à huis clos et qui ne rendent aucun compte, comme celles de l’ACS.

Nous dénonçons l’ambition des VBA de consolider encore davantage certains secteurs des services dans des règles de dérèglementation de type AGCS (comme celles qui répètent l’article XVI de l’AGCS sur l’accès au marché et l’article VI sur la réglementation domestique), alors que les législateurs vont dans le sens d’une re-réglementation. Nous rejetons aussi toute intention d’adopter de nouvelles restrictions cross-sectorielles sur les licences, les standards techniques et autres règlementations intérieures (aussi des règlementations qui affectent les entreprises locales et étrangères) qui dépasseraient les règles existantes de l’AGCS et des ALE en restreignant le droit de régulation des gouvernements et des parlements.

Nous dénonçons l’intention, dans l’ACS proposé, de promouvoir la libéralisation du « mouvement temporaire de personnes naturelles », qui sont de fait des travailleurs migrants, sans garantir une protection juridique de leurs droits humains et du travail. Le mouvement de travailleurs est hors de la compétence des accords commerciaux et il doit être géré dans le cadre normatif tripartite de l’Organisation internationale du travail (OIT).

L’ACS proposé constitue aussi une menace pour les pays qui n’y participent pas. L’Union européenne et les Etats-Unis ont dit clairement que leur intention est de « multilatéraliser » les négociations. Nous appelons à la vigilance contre la détermination de l’UE et des Etats-Unis de faire de l’agenda hyper-dérégulateur et de privatisation de l’ACS la « norme » globale et de mettre la pression sur d’autres pays pour qu’ils s’y joignent, notamment des pays qui accèderaient à l’OMC. De surcroît, si l’ACS est conclu, il est à craindre que les pays signataires essaient de contourner les lignes directrices sur les négociations des services que les membres de l’OMC ont adoptées par consensus et qu’ils fassent bloc dans les négociations sur les services (AGCS) à l’OMC pour pousser d’autres pays à adopter le niveau de libéralisation et de dérèglementation de l’ACS. Nous dénonçons aussi l’ACS comme une tentative de faire avancer la liste de souhaits corporatistes des pays développés pour les services, tout en abandonnant les engagements pris dans l’Agenda de développement de Doha de répondre aux demandes des pays en développement, comme réparer les asymétries existantes et les règles inéquitables sur l’agriculture.

Le monde est encore en train de se remettre de la pire crise économique depuis presque un siècle, facilitée par la dérèglementation extrême de l’industrie des services financiers. Il est clair qu’une forte surveillance publique des services est nécessaire pour assurer que l’intérêt public a la priorité sur le profit privé. Nous rejetons les négociations de l’ACS, qui feraient précisément aller nos pays dans la mauvaise direction.

Signé

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **International and Regional Organizations and Networks** | |
| 1 | ACP Civil Society Forum | The Forum is a coalition of 80 not-for-profit organisations working on issues relating to ACP-EU development cooperation. It seeks to cater for the diverse range civil society development issues within the wide geographic coverage of the ACP group. |
| 2 | Africa Europe Faith And Justice Network (AEFJN) | AEFJN is a Faith-based International Network present in AFRICA and in EUROPE, established in 1988. AEFJN promotes economic justice between the European Union and sub-Saharan Africa so that the poor of Africa may look forward to a better future. |
| 3 | Africa Trade Network (ATN) | ATN is a long-standing network of civil society organisations, working on economic justice. The ATN has observer status with the African Union, and has provided a means of increased interaction between civil society groups and African governments, including the annual Conference of African Ministers of Trade. |
| 4 | Alianza Social Continental (ASC) | La ASC es un movimiento integrado por organizaciones sociales, redes temáticas y organizaciones sectoriales de todo el hemisferio Americano, desde Canadá hasta Chile. |
| 5 | Arab NGO Network for Development (ANND) | ANND is a regional network, working in 12 Arab countries with seven national networks (with an extended membership of 200 CSOs from different backgrounds) and 23 NGO members. |
| 6 | Asia Pacific Mission for Migrants (APMM) | A regional migrant centre working in the Asia Pacific and Middle East region. |
| 7 | Asia Pacific Research Network (APRN) | APRN is a network of leading research NGOs in the Asia-Pacific. It is active in promoting exchange, coordination and capacity building support in research. |
| 8 | Asian Peasant Coalition (APC) | APC is a regional network of peasants, agricultural workers, dalits, pastoralist, indigenous peoples, peasant women and rural youth representing more than 15 million members coming from 34 organizations in 9 countries in Asia. The APC advocates for genuine agrarian reform and food sovereignty. |
| 9 | Association for Women's Rights in Development (AWID) | AWID is an international, feminist, membership organization committed to achieving gender equality, sustainable development and women's human rights. A dynamic network of women and men around the world, AWID members are researchers, academics, students, educators, activists, business people, policy-makers, development practitioners, funders, and more. |
| 10 | Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens - (ATTAC) European Network | ATTAC is an international organization involved in the alter-globalization movement. We oppose neo-liberal globalization and develop social, ecological, and democratic alternatives so as to guarantee fundamental rights for all. |
| 11 | Centrepour la Defense des Droits de l'Homme et de la Democratie en Afrique(CDDHDA) | CDDHDA works to ensure fundamental of Human Rights of individuals and the people are not violated in Africa and genuine democracy is established in every country in the continent. |
| 12 | Committee for the Cancellation of the Third World Debt (CADTM) | CADTM is an international network of individuals and local committees from across Europe and Latin America, Africa and Asia. It was founded in Belgium on 15th March 1990. Its main preoccupation, besides the debt issue, is the planning of activities and radical alternatives for the creation of a world respectful of people’s fundamental rights, needs and liberties. |
| 13 | Coordinadora Latinoamericana de Trabajadores de los Servicios Públicos (CLATSEP) | CLATSEP es una organización regional de América Latina y el Caribe, con presencia en 15 países de la región, creada en 1970, en ese momento dentro de la CLAT para proteger los derechos de los trabajadores de los servicios públicos y privados. Hoy en día es independiente e integrada de sus afiliados con el ISP, el CLATE. |
| 14 | Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN) | DAWN is a network of feminist scholars, researchers and activists from the economic South working for economic and gender justice and sustainable and democratic development. |
| 15 | Dignity International | Dignity International’s vision is of a world in which everyone enjoys human rights and lives in dignity; free from fear, poverty and discrimination. Dignity International advocates with, connects, and supports the empowerment of deprived and struggling communities in claiming their human rights, and creating social justice around the world. |
| 16 | Eastern and Southern Africa Small-scale Farmer’s Forum (ESAFF) | ESAFF is a network of small holder farmers that advocate for policy, practice and attitude change that reflects the needs, aspirations, and development of small-scale farmers in east and southern Africa. ESAFF operates in 13 countries. |
| 17 | Education International (EI) | Education International is the global federation of unions representing 30 million teachers and education workers in more than 170 countries and territories. |
| 18 | European Federation of Public Services Unions (EPSU) | EPSU is the largest federation of the ETUC and comprises 8 million public service workers from over 265 trade unions; EPSU organises workers in the energy, water and waste sectors, health and social services and local and national administration, in all European countries including in the EU’s Eastern Neighborhood. EPSU is the recognized regional organization of Public Services International (PSI). |
| 19 | European Water Movement | The European Water Movement is an open, inclusive and pluralistic network whose goal is to reinforce the recognition of water as a commons and as a fundamental universal right. The movement is united to fight against privatisation and commodification of this vital good, and to construct a public and communal management of water, founded on the democratic participation of citizens and of workers. |
| 20 | Food & Water Europe | Food & Water Europe monitors the practices of multinational corporations that impact our food and water. We work with grassroots organizations around the world to create a genuinely economically and environmentally viable future. |
| 21 | IBON International | IBON initiates and implements international programs, develops and hosts international networks, initiates and participates in international advocacy campaigns, and establishes regional and country offices. IBON strengthens links between local campaigns and advocacies to international initiatives. |
| 22 | Indigenous Peoples Movement for Self Determination and Liberation (IPMSDL) | The IPMSDL is comprised of indigenous leaders and advocates from different countries in Asia, Pacific, Australia, Africa, Europe and North America. The IPMSDL stands for the right of indigenous peoples to govern ourselves and for liberation from imperialism, state oppression and human rights violations. |
| 23 | IndustriALL Global Union | IndustriALL Global Union represents 50 million workers in 140 countries in the mining, energy and manufacturing sectors and is a new force in global solidarity taking up the fight for better working conditions and trade union rights around the world. |
| 24 | International Presentation Association | IPA is to channel our resources so that we can speak and act in partnership with others for global justice.IPA is present in 22 countries, both of North and South. |
| 25 | International Union of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers' Associations (IUF) | The IUF is currently composed of 385 trade unions in 123 countries representing a combined representational membership of over 12 million workers (including a financial membership of 2.6 million). It is based in Geneva, Switzerland. |
| 26 | La Internacional de Servicios Publicos Americas- ISP Americas | In North, Central and South America and the Caribbean, 140 labor organizations in 35 countries are affiliated to PSI, with a total membership of about 3.3 million workers. The regional office is currently based in São Paulo, Brazil. |
| 27 | Latin American Confederation of Cooperatives and Mutual (COLACOT) | International organization of cooperatives and mutuals in 22 countries in Latin America, driving the Model Social Solidarity Economy to Neoliberalism. |
| 28 | LDC Watch | LDC Watch is a global alliance of national, regional and international civil society organisations (CSOs), networks and movements based in the Least Developed Countries (LDCs). |
| 29 | Marcha Mundial de las Mujeres/World March of Women | The World March of Women is an international feminist action movement connecting grass-roots groups and organizations working to eliminate the causes at the root of poverty and violence against women. |
| 30 | Mesa de Coordinación Latinoamericana de Comercio Justo-RIPESS LAC (región América Latina) | Integrada por organizaciones de comercio justo de Argentina, Bolivia, Brasil, Chile, Colombia, Ecuador, México, Perú y Uruguay. Sus tareas: articular experiencias; desarrollo de mercados; difusión de la propuesta; e incidencia política. |
| 31 | Pacific Network on Globalisation (PANG) | PANG is a Pacific regional network promoting economic justice in globalisation with specific attention to:1) Accountability and transparency in economic and trade policy processes, 2) Poverty eradication, 3) Equitable development and sustainable livelihoods (opportunity, access, impact) and 4) Food sovereignty and environmental sustainability. |
| 32 | Pax Romana ICMICA Asia | Global network of Catholic leaders committed to justice, peace and creation. |
| 33 | Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (PIDHDD) | La PIDHDD es un actor político, conformado por Capítulos Nacionales que articulan organizaciones sociales e instituciones de la sociedad civil, que promueve la plena vigencia y realización de los derechos humanos; Actualmente, se cuenta con capítulos nacionales constituidos y en funcionamiento en 16 países del continente americano: Argentina, Bolivia, Brasil, Chile, Colombia, Dominicana, Ecuador, El Salvador, Haití, Guatemala, México, Nicaragua, Paraguay, Perú, Uruguay y Venezuela. |
| 34 | Public Services International (PSI) | Public Services International (PSI) is a global trade union federation dedicated to promoting quality public services in every part of the world. PSI brings together more than 20 million workers, represented by 650 unions in 150 countries and territories. |
| 35 | Public Services International (PSI) - Central America, Mexico and Dominican Republic | In Central America, Mexico and the Dominican Republic 44 labor organizations in 8 countries are affiliated to PSI with a total membership of about 138,024 workers. The Subregional office is currently based in San José, Costa Rica. |
| 36 | Red Latinoamericana Mujeres Transformando la Economía (REMTE) | REMTE es un espacio de articulación de redes y núcleos nacionales de once países de la región, en el que participan mujeres urbanas y rurales, de ámbitos académicos, ONG y organizaciones de base. Su propósito es contribuir a la apropiación crítica de la economía por parte de las mujeres, y a la búsqueda de alternativas basadas en la justicia económica y la justicia de género. |
| 37 | South Asia Alliance for Poverty Eradication (SAAPE) | An alliance to fight against poverty and injustice in South Asia comprising journalists, academics, trade unionists, human rights activists, NGOs and other civil society actors across the region. |
| 38 | Southern and Eastern African Trade, Information and Negotiations Institute (SEATINI) | An African initiative to strengthen Africa's capacity to take a more effective part in the emerging global trading system and to better manage the process of Globalization. |
| 39 | Transnational Institute | The Transnational Institute (TNI) of Policy Studies carries out radical informed analysis on critical global issues builds alliances with social movements develops proposals for a more sustainable, just and democratic world. |
| 40 | UNI Europa | UNI Europa is a European trade union federation. It unites national trade unions organising in service and skills sectors in 50 different countries. With 320 affiliated trade union organisations, UNI Europa represents 7 million workers in key service sectors. |
| 41 | UNI Global Union | UNI Global Union is the voice of 20 million service sector workers around the world. Through 900 affiliated unions, in 150 countries UNI represents workers in the Cleaning & Security; Commerce; Finance; Gaming; Graphical & Packaging; Hair & Beauty; ICTS; Media, Entertainment & Arts; Post & Logistics; Social Insurance; Sport; Temp & Agency Workers and Tourism industries. |
| 42 | WIDE+ | WIDE+ is the network that follows up the previous WIDE network, composed of feminists, NGO's, researchers, etc. that advocate for a socially just economy. |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **National organizations** |  |
| 43 | Fórum das Organizações Não Governamentais Angolanas (FONGA) | Angola |
| 44 | Gilbert Agricultural and Rural Development Centre (GARDC) | Antigua and Barbuda |
| 45 | Argentine Federation Of Commerce And Services Workers (FAECyS) | Argentina |
| 46 | Australian Fair Trade and Investment Network | Australia |
| 47 | New South Wales Nurses and Midwives’ Association | Australia |
| 48 | Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) Austria | Austria |
| 49 | WIDE – Network for Women´s Rights and Feminist Perspectives in Development, Austria | Austria |
| 50 | Center for Encounter and Active Non-Violence | Austria |
| 51 | The Federal Chamber of Labour | Austria |
| 52 | Civil Society Bahamas | Bahamas |
| 53 | Bahrain Transparency Society | Bahrain |
| 54 | Krisoker Sor (Farmers' Voice) | Bangladesh |
| 55 | Barbados Association of Non Governmental Organizations | Barbados |
| 56 | 11.11.11 | Belgium |
| 57 | Attac Vlaanderen | Belgium |
| 58 | Centre national de coopération (CNCD-11.11.11) | Belgium |
| 59 | Corporate Europe Observatory (CEO) | Belgium |
| 60 | Le Monde selon les femmes | Belgium |
| 61 | Belize Enterprise for Sustainable Technology | Belize |
| 62 | Dynamique OSCAF - Organisations de la Société Civile d’Afrique Francophone | Benin |
| 63 | Groupe de Recherche et d’Action pour la Promotion de l’Agriculture et du Développement (GRAPAD) | Benin |
| 64 | Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB) | Benin |
| 65 | Bolivian Platform on Climate Change | Bolivia |
| 66 | Botswana Council of Non Governmental Organisations (BOCONGO) | Botswana |
| 67 | BASE Investigaciones Sociales | Brazil |
| 68 | Central Única Dos Trabalhadores (CUT) | Brazil |
| 69 | Instituto Justiça Fiscal | Brazil |
| 70 | Rede Brasileira Pela Integração dos Povos (REBRIP) | Brazil |
| 71 | Réseau des Organisations de la Société Civile pour le Développement (RESOCIDE) | Burkina Faso |
| 72 | Civil society Plat-form Action Développement et Intégration Régionale (ADIR) | Burundi |
| 73 | Eastern and Southern Africa Small Scale Farmers Forum (ESAFF) | Burundi |
| 74 | Collectif des OSC pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Rural (COSADER) | Cameroon |
| 75 | Conseil des ONG AGREES du Cameroun (CONGAC) | Cameroon |
| 76 | Association pour la taxation des transactions financières et pour l'Action citoyenne (ATTAC-Québec) | Canada |
| 77 | Canadian Environmental Law Association | Canada |
| 78 | Canadian Health Coalition | Canada |
| 79 | Canadian Union of Postal Workers | Canada |
| 80 | Canadian Union of Public Employees (CUPE) | Canada |
| 81 | Common Frontiers | Canada |
| 82 | Confédération des syndicats nationaux | Canada |
| 83 | Council of Canadians | Canada |
| 84 | Global Compliance Research Project | Canada |
| 85 | National Union of Public and General Employees | Canada |
| 86 | Public Service Alliance of Canada | Canada |
| 87 | Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ) | Canada |
| 88 | Association Commerciale, Agricole, Industriel et du Service (ACAISA) | Cape Verde |
| 89 | Conseil Inter Ong En Centre Afrique (CIONGCA) | Central African Republic |
| 90 | Pour Social Development Cooperative (SDC - RCA) | Central African Republic |
| 91 | Centre d’Information et de Liaison des ONG (CILONG) | Chad |
| 92 | Chile Sustentable | Chile |
| 93 | Confederacion Nacional de Salud Municipalizada (CONFUSAM) | Chile |
| 94 | Confederación Nacional de Trabajadores del Comercio, Oficinas, Industrias y Servicios (CONSFETRACOSI) | Chile |
| 95 | Instituto Latinoamericano para una Sociedad y un Derecho Alternativos (ILSA) | Colombia |
| 96 | Red Colombiana de Acción Frente al Libre Comercio (RECALCA) | Colombia |
| 97 | Sindicato Nacional de Servidores públicos del Estado Colombiano | Colombia |
| 98 | Sindicato Unitario Nacional de Trabajadores del Estado (SUNET) | Colombia |
| 99 | Union Nacional de Trabajadores del Estado y los Servicios Públicos de Colombia (UTRADEC) | Colombia |
| 100 | Conseil de Concertation des ONGs de Développement (CCOD) du Congo Brazzaville | Congo Brazzaville |
| 101 | Cook Islands Association of Non-Governmental Organisations (CIANGO) | Cook Islands |
| 102 | Asociación Nacional de Profesionales en Enfermería (ANPE) | Costa Rica |
| 103 | Comisión Nacional de Enlace (CNE) | Costa Rica |
| 104 | Alliance Pour la Reconstruction et le Développement Post-Conflit (ARDPC) | Cote d’Ivoire |
| 105 | Sociedad Económica de Amigos del País | Cuba |
| 106 | Afrika Kontakt | Denmark |
| 107 | Kvindernes U-landsudvalg (KULU) | Denmark |
| 108 | Organisation de bienfaisance et de développement | Djibouti |
| 109 | Kalingo Carib Council | Dominica |
| 110 | Alianza ONG | Dominican Republic |
| 111 | Confederacion Nacional de Unidad Sindical (CNUS) | Dominican Republic |
| 112 | Conseil National des ONG de Développement (CNONGD) | D.R. Congo |
| 113 | Ecuador Decide | Ecuador |
| 114 | Unidad Ecológica Salvadoreña (UNES) | El Salvador |
| 115 | Forum des ONG pour le Développement Durable (FONGDD) | Eq. Guinea |
| 116 | Cotonou Task Force | Ethiopia |
| 117 | Poverty Action Network in Ethiopia (PANE) | Ethiopia |
| 118 | Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) Finland | Finland |
| 119 | Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) France | France |
| 120 | Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs - Initiatives pour un autre monde (Aitec-Ipam) | France |
| 121 | Coordination eau Ile-de-France | France |
| 122 | Fal 5France Amérique Latine | France |
| 123 | Solidarité | France |
| 124 | Terre des Hommes | France |
| 125 | Concertation Nationale Des Organisations paysannes et des Producteurs (CNOP) | Gabon |
| 126 | Worldview | Gambia |
| 127 | Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) | Germany |
| 128 | Colibri | Germany |
| 129 | Die AnStifter e.V. | Germany |
| 130 | Ecumenical Service on Southern Africa | Germany |
| 131 | Forschungs- und Dokumentationszentrum Chile-Lateinamerika e.V. (FDCL) | Germany |
| 132 | Gemeingut in BürgerInnenhand (GiB) | Germany |
| 133 | PowerShift (Verein fuer eine oekologisch-solidarische Energie- & Weltwirtschaft) | Germany |
| 134 | Stuttgarter Wasserforum | Germany |
| 135 | Wasser in Bürgerhand | Germany |
| 136 | World Economy, Ecology & Development (WEED) | Germany |
| 137 | Zukunftskonvent | Germany |
| 138 | Agricultural Workers Union of TUC | Ghana |
| 139 | Inter Agency Group of Development Organizations (IAGDO) | Grenada |
| 140 | Save Greek Water | Greece |
| 141 | Fédération de Femmes Entrepreneurs et Affaires de la CEDEAO (FEFA) | Guinea |
| 142 | Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (INEI) | Guinea Bissau |
| 143 | Women Across Differences (WAD) | Guyana |
| 144 | Palteforme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA) | Haïti |
| 145 | Programme de Plaidoyer Pour une Intégration Alternative (PPIA) | Haïti |
| 146 | Andhra Pradesh Vyavasaya Vruthidarula Union (APVVU) | India |
| 147 | Bharatiya Krishak Samaj (BKS) | India |
| 148 | Feminist Learning Partnerships | India |
| 149 | Indian Social Action Forum (INSAF) | India |
| 150 | IT For Change | India |
| 151 | National Agricultural Workers Forum | India |
| 152 | Steel Metal & Engineering Workers Federation of India (SMEFI) | India |
| 153 | Indonesian Peoples' Alliance (IPA) | Indonesia |
| 154 | Institute for Global Justice (IKG) | Indonesia |
| 155 | Institute for National and Democracy Studies (INDIES) | Indonesia |
| 156 | Resistance and Alternatives to Globalization (RAG) | Indonesia |
| 157 | Confederazione Generale Italiana del Lavoro (CGIL) | Italy |
| 158 | Fairwatch | Italy |
| 159 | Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) Ireland | Ireland |
| 160 | Irish Congress of Trade Unions | Ireland |
| 161 | Presentation Justice Network | Ireland |
| 162 | Asia Monitor Resource Centre (AMRC) | Hong Kong |
| 163 | Advocacy and Monitoring Network on Sustainable Development (AMnet) | Japan |
| 164 | Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) Japan | Japan |
| 165 | Globalization Watch Hiroshima | Japan |
| 166 | Kenya Debt Relief Network (KENDREN) | Kenya |
| 167 | Kenya Small Scale Farmers Forum (KESSFF) | Kenya |
| 168 | National Council of NGOs | Kenya |
| 169 | Social Democratic Party | Kenya |
| 170 | Kiribati Association of Non-Governmental Organisation (KANGO) | Kiribati |
| 171 | Consumers Protection Association | Lesotho |
| 172 | Eastern and Southern Africa Small Scale Farmers Forum (ESAFF) | Lesotho |
| 173 | Lesotho Council of NGOs (LCN) | Lesotho |
| 174 | Policy Analysis and Research Institute of Lesotho | Lesotho |
| 175 | West African Women Association (WAWA) | Liberia |
| 176 | Coalition Paysanne de Madagascar | Madagascar |
| 177 | Plateforme Nationale des Organisations de la Societe Civile de Madagascar | Madagascar |
| 178 | Malawi Economic Justice Network | Malawi |
| 179 | National Smallholder Farmers Association of Malawi | Malawi |
| 180 | Positive Malaysian Treatment Access & Advocacy Group (MTAAG+) | Malaysia |
| 181 | Appui Solidaire Pour Le Renforcement De L'aide Au Developpement | Mali |
| 182 | Foundation pour le Developpment au Sahel (FDS) | Mali |
| 183 | Marshall Islands Council of NGOs (MICNGOS) | Marshall Islands |
| 184 | Association pour le développement et de la promotion des droits humains (ADPDH) | Mauritania |
| 185 | Mauritius Council of Social Service (MACOSS) | Mauritius |
| 186 | Rezistans ek Alternativ | Mauritius |
| 187 | Alianza Mexicana por la Autodeterminación de los Pueblos (AMAP) | Mexico |
| 188 | Asociacion Nacional De Industriales De Transformación, A. C. Anit. | Mexico |
| 189 | Bia´lii, Asesoría e Investigación, A.C. | Mexico |
| 190 | Centro De Investigaciòn Laboral Y Asesorìa Sindical (CILAS) | Mexico |
| 191 | Coalición de Organizaciones Mexicanas por el Derecho al Agua | Mexico |
| 192 | FIAN - Sección México | Mexico |
| 193 | Jóvenes frente al G20 | Mexico |
| 194 | Mujeres Por el Dialogo, Ac. | Mexico |
| 195 | Participación Organizada para el Desarrollo Regional, A.C. (PODER) | Mexico |
| 196 | Red Latinoamericana Mujeres Transformando la Economía (REMTE), Mexico | Mexico |
| 197 | Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio (RMALC) | Mexico |
| 198 | Red Nacional Genero y Economía | Mexico |
| 199 | SEMILLAS, A.C. | Mexico |
| 200 | Sindicato Único Nacional de Trabajadores de Nacional Financiera | Mexico |
| 201 | Union Nacional de Trabajadores (UNT) | Mexico |
| 202 | Unión Popular Valle Gómez, A. C. | Mexico |
| 203 | Grupo Tacuba | Mexico |
| 204 | FSM Alliance of NGOs (FANGO) | Micronesia |
| 205 | Eastern and Southern Africa Small Scale Farmers Forum (ESAFF) | Mozambique |
| 206 | National Forum for Mozambiquan NGOs and CBOs (TEIA) | Mozambique |
| 207 | Namibia Non-Governmental Organisations Forum Trust | Namibia |
| 208 | Nauru Island Association of NGOs (NIANGO) | Nauru |
| 209 | All Nepal Peasants Federation (ANPFa) | Nepal |
| 210 | Rural Reconstruction Nepal (RRN) | Nepal |
| 211 | Both ENDS | Netherlands |
| 212 | Centre for Research on Multinational Corporations (SOMO) | Netherlands |
| 213 | Platform Aarde Boer Consument | Netherlands |
| 214 | It's Our Future.org.nz | New Zealand |
| 215 | Maritime Union of New Zealand | New Zealand |
| 216 | Alliance Nationale contre la Faim et la Malnutrition du Niger | Niger |
| 217 | Association Nigérienne des Scout de l'Environnement (ANSEN) | Niger |
| 218 | Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain (COPAGEN Niger) | Niger |
| 219 | Réseau des Organisations des Droits de l’Homme et Associations de Défense des Démocratie (RODADDHD) | Niger |
| 220 | Réseau Sahel DEFIS Niger | Niger |
| 221 | Labour,Health and Human rights Development Centre | Nigeria |
| 222 | National Association of Nigerian Traders (NANTS) | Nigeria |
| 223 | Niue Island (Umbrella) Association of NGOs (NIUANGO) | Niue |
| 224 | Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) Norway | Norway |
| 225 | Campaign for the Welfare State | Norway |
| 226 | Norwegian Trade Campaign | Norway |
| 227 | Norwegian Union of Social Educators and Social Workers (FO) | Norway |
| 228 | Union of Education Norway (UEN) | Norway |
| 229 | Dharti Development Foundation Sindh | Pakistan |
| 230 | Gothseengar Foundation (GSF) | Pakistan |
| 231 | Pakistan Kissan Mazdoor Tehreek | Pakistan |
| 232 | Roots for Equity | Pakistan |
| 233 | Social Alternatives for Community Empowerment | Pakistan |
| 234 | Agricultura Alternativa y de Alerta ante la Transgénesis (AGALAT) | Panama |
| 235 | Melanesian NGO Centre for Leadership (MNCL) | Papua New Guinea |
| 236 | Acción Internacional para la Salud (AIS) | Peru |
| 237 | Asociación Pro Derechos Humanos (APRODEH) | Peru |
| 238 | Centro de Derechos y Desarrollo (CEDAL) | Peru |
| 239 | Centro de Estudios y Promoción del Desarrollo | Peru |
| 240 | Centro Peruano de Estudios Sociales (CEPES) | Peru |
| 241 | CooperaAcción – Acción Solidaria para el Desarrollo | Peru |
| 242 | Derecho Ambiente y Recursos Naturales (DAR) | Peru |
| 243 | Federación de Trabajadores del agua Potable y Alcantarillado del Perú (FENTAP) | Peru |
| 244 | Frente Nacional por la Vida y la Soberanía (FRENVIDAS) | Peru |
| 245 | Grupo Género y Economía Perú | Peru |
| 246 | La Alianza Social Continental Capítulo Perú | Peru |
| 247 | Marcha Mundial de las Mujeres Perú | Peru |
| 248 | Red Peruana de Comercio Justo y Consumo Ético (Perú) | Peru |
| 249 | Red Peruana por una Globalización con Equidad (RedGE) | Peru |
| 250 | Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) Poland | Poland |
| 251 | Alliance of Progressive Labor (APL) | Philippines |
| 252 | Campaign for a Life of Dignity for All (KAMP) | Philippines |
| 253 | Confederation of Labor and Allied Social Services (CLASS) | Philippines |
| 254 | Cordillera People's Alliance (CPA) | Philippines |
| 255 | Initiatives for Dialogue and Empowerment through Alternative Legal Services (IDEALS) | Philippines |
| 256 | Kilusang Magbubukid Ng Pilipinas (KMP) | Philippines |
| 257 | Woman Health Philippines | Philippines |
| 258 | Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) Portugal | Portugal |
| 259 | Interregional Trade Union of Health Workers 'Action' | Russia |
| 260 | Eastern and Southern Africa Small Scale Farmers Forum (ESAFF) | Rwanda |
| 261 | Rwanda Civil Society Platform | Rwanda |
| 262 | Ole Siosiomaga Society Incorporated (OLSSI) | Samoa |
| 263 | Samoa Umbrella for Non Governmental Organisation (SUNGO) | Samoa |
| 264 | Forum das Ong de São Tomé e Principe (FONG-STP) | Sao Tomé & Principe |
| 265 | Africaine de Recherche et de Coopération pour l'Appui au Développement Endogène (ARCADE) | Senegal |
| 266 | Forum Africain des Alternatives | Senegal |
| 267 | Plate-forme des acteurs non étatiques pour le suivi de l'Accord de Cotonou au Sénégal | Senegal |
| 268 | Liaison Unit of the non-governmental organisations of Seychelles (LUNGOS) | Seychelles |
| 269 | Seychelles Farmers’ Association | Seychelles |
| 270 | Africa Youth Coalition Against Hunger Sierra Leone | Sierra Leone |
| 271 | Civil Society Movement of Sierra Leone | Sierra Leone |
| 272 | Development Service Exchange (DSE) | Solomon Islands |
| 273 | Somali Organisation for Community Development Organisation (SOCDA) | Somalia |
| 274 | Alternative Information & Development Centre (AIDC) | South Africa |
| 275 | South African NGO Council (SANGOCO) | South Africa |
| 276 | South Africa - Small scale Farmers Networking Forum (SA-SFNF) | South Africa |
| 277 | Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) Spain | Spain |
| 278 | Centro de Estudios e Investigación sobre Mujeres (CEIM) | Spain |
| 279 | World Democratic Governance project association (WDGpa) | Spain |
| 280 | National Fisheries Solidarity Movement (NAFSO) | Sri Lanka |
| 281 | Windward Islands Farmers’ Association (WINFA) | St. Vincent & the Grenadines |
| 282 | Iyanola (St. Lucia) Council for the Advancement of Rastafari Incorperated (I.C.A.R.) | St. Lucia |
| 283 | Stichting Projekta | Suriname |
| 284 | Council for NGOs (CANGO) | Swaziland |
| 285 | Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) Sweden | Sweden |
| 286 | Alliance Sud | Switzerland |
| 287 | Berne Declaration | Switzerland |
| 288 | International-Lawyers.Org | Switzerland |
| 289 | Taiwan Environmental Protection Union | Taiwan |
| 290 | Mtandao wa Vikundi vya Wakulima Tanzania (MVIWATA) | Tanzania |
| 291 | Tanzania Association of NGOs | Tanzania |
| 292 | AIDS ACCESS Foundation | Thailand |
| 293 | Alternative Agricultural Network | Thailand |
| 294 | Drug Study Group | Thailand |
| 295 | Drug System Monitoring and Development Program | Thailand |
| 296 | Ecological Alert and Recovery – Thailand (EARTH) | Thailand |
| 297 | Foundation for AIDS Rights | Thailand |
| 298 | Foundation for Consumers | Thailand |
| 299 | FTA Watch | Thailand |
| 300 | Health and Development Foundation | Thailand |
| 301 | Health Consumers Protection Program | Thailand |
| 302 | Rural Doctor Society | Thailand |
| 303 | Rural Pharmacists Foundation | Thailand |
| 304 | Social Pharmacy Research Unit, Chulalongkorn University | Thailand |
| 305 | Thai Holistic Health Foundation | Thailand |
| 306 | Thai NGO Coalition on AIDS | Thailand |
| 307 | Thai Network of People living with HIV/AIDS (TNP+) | Thailand |
| 308 | The Asia Foundation | Timor-Leste |
| 309 | Groupe d'Action et de Reflexion sur l'Environnement et le Développement (GARED) | Togo |
| 310 | Civil Society Forum of Tonga (CSFT) | Tonga |
| 311 | Grassroots Organisations of Trinidad & Tobago (GOTT) | Trinidad & Tobago |
| 312 | Rassemblement pour une Alternative Internationale de Développement (RAID) | Tunisia |
| 313 | Tuvalu Association of NGOs (TANGO) | Tuvalu |
| 314 | Center for Health, Human Rights and Development (CEHURD) | Uganda |
| 315 | Eastern and Southern Africa Small Scale Farmers Forum (ESAFF) | Uganda |
| 316 | Consumer Education Trust | Uganda |
| 317 | Banana Link | UK |
| 318 | Farms Not Factories | UK |
| 319 | Jubilee Debt Campaign | UK |
| 320 | Roj Women's Association | UK |
| 321 | The Corner House | UK |
| 322 | Trade Justice Movement | UK |
| 323 | UNISON | UK |
| 324 | War on Want | UK |
| 325 | William's Desk | UK |
| 326 | World Development Movement | UK |
| 327 | REDES-Friends of the Earth Uruguay | Uruguay |
| 328 | Alliance for Democracy | USA |
| 329 | Center for Policy Analysis on Trade and Health (CPATH) | USA |
| 330 | Food & Water Watch | USA |
| 331 | Global Exchange | USA |
| 332 | Milwaukee Clean Clothes Campaign | USA |
| 333 | Milwaukee Fair Trade Coalition | USA |
| 334 | Minnesota Fair Trade Coalition | USA |
| 335 | New Rules for Global Finance | USA |
| 336 | Public Citizen | USA |
| 337 | Texas Fair Trade Coalition | USA |
| 338 | United Electrical, Radio and Machine Workers of America (UE) | USA |
| 339 | Utility Workers Union of America | USA |
| 340 | Vanuatu Association of NGOs (VANGO) | Vanuatu |
| 341 | Aljawf Women Organization For Development (ALJWOF-D) | Yemen |
| 342 | Eastern and Southern Africa Small Scale Farmers Forum (ESAFF) | Zambia |
| 343 | Zambia Council for Social Development | Zambia |
| 344 | National Association of NGOs (NANGO) | Zimbabwe |
| 345 | Zimbabwe Smallholders Organics Forum (ZIMSOFF) | Zimbabwe |